

Tribune

L'économie de marché peut répondre au défi du réchauffement climatique !

Garanties d'origine, autoconsommation, additionnalité, localisme, quel sens à tout ça ? La tribune d'Ivan Debay, fondateur d'Origo.

Avec 42 % des émissions de CO₂, la production d'électricité est la principale cause de la crise climatique. Alors qu'il y a consensus sur le besoin d'agir, les mécanismes de taxations atteignent des limites d'acceptabilité populaire. L'économie de marché doit répondre au défi de la transition énergétique en prenant le relais des politiques de subvention qui arrivent à bout de souffle. Si la solution est simple, elle nécessite néanmoins des efforts. Il s'agit d'arriver collectivement à ce que la demande d'électricité d'origine renouvelable incite à la transition énergétique. Aujourd'hui, ce sont essentiellement les Français et les Norvégiens qui la bloquent, faute d'information. Nous avons donc une carte déterminante à jouer dans notre pays.

Pourquoi et comment consommer vert ?

Revenons sur quelques bases. L'électricité est injectée dans un réseau partagé par des millions d'acteurs et circule à une vitesse d'environ deux tiers de celle de la lumière. Elle n'est pas traçable physiquement et en conséquence pas transférable d'un site à l'autre. Alors, pour qu'il y ait un marché, le législateur a créé deux conventions volontairement distinctes, qui valorisent chacune des caractéristiques spécifiques de l'électricité. La première désigne où et quand l'électricité est disponible afin de valoriser sa contribution à l'équilibrage du

réseau. Cette preuve légale que nous appellerons « MWh » se réfère au concept de responsabilité d'équilibre. La seconde convention, celle qui nous intéresse, détaille comment l'électricité est produite afin de valoriser son respect de l'environnement. Cette preuve légale incontournable est appelée la garantie d'origine (GO) et renvoie au concept de traçabilité du mix énergétique. Tout autre argument que son utilisation pour prouver une consommation d'électricité renouvelable est mensonger. Pour les acteurs en autoconsommation, cela doit s'appliquer aux volumes nets injectés ou soutirés du réseau.

Les entreprises et collectivités peuvent agir. L'objectif est d'arriver à ce que la demande de GO dépasse collectivement l'offre disponible afin de produire les conditions d'un développement durable et efficient des énergies renouvelables. Une demande volontaire et atomisée permet de contribuer de manière pérenne à de l'additionnalité, c'est-à-dire à donner des signaux d'investissement pour maintenir et surtout construire des moyens de production renouvelables. C'est déjà une réalité aux Pays-Bas, et on y tend en Suisse et en Autriche. Preuve que le critère du localisme national voire régional est déterminant. Le consommateur réalise ainsi une pression sur une offre restreinte géographiquement tout en communiquant plus aisément avec ses partenaires, ce qui aide à partager des

valeurs et ainsi augmenter l'impact de son action.

La France au cœur des enjeux

Durant l'été 2018, l'offre de GO liées à la production hydraulique fut frappée par des sécheresses historiques en Europe. L'élasticité du prix fut testée avec des résultats concluants. Les entreprises et collectivités ont maintenu leurs engagements malgré la hausse de sa valeur. Mais à l'annonce de la mise en place d'enchères en France, tout s'est écroulé. Au revoir la tant attendue additionnalité collective... La France, qui représente plus d'un sixième de la consommation électrique européenne et qui se distingue par son faible engagement avec un taux d'utilisation de GO de 6 % contre 25 % en moyenne en Europe, inondera le marché en 2019 de 45 TWh de GO.

Alors voici une suggestion. Il faut garder ces GO françaises en France en consommant 100 % vert et en incitant ses partenaires à en faire autant. Avec les enchères, toutes les collectivités et entreprises peuvent consommer de l'électricité verte provenant de leur territoire. L'argent ira en toute transparence dans le fonds étatique dédié aux énergies renouvelables. Additionnalité et localisme, tout y est ! Et surtout, en gardant les GO françaises ici, nous incitons les entreprises européennes à chercher des GO qui devront être générées par de nouveaux moyens de production.

L'enjeu est énorme ! C'est pour cela que je propose bénévolement un accès aux enchères pour toutes les collectivités et entreprises souhaitant réaliser ce qui sera de loin la plus grande action pour le climat jamais réalisée en France.